

**COMPRENDRE ET DIALOGUER POUR VAINCRE LE TERRORISME
EN AFRIQUE, Koffi Ulrich DIBI (Université Félix Houphouët-Boigny
d'Abidjan-Côte d'Ivoire)
ulrichdibino@gmail.com**

Résumé

Les mauvais systèmes de gouvernance politique en Afrique constituent un sérieux problème de sécurité et de paix sociale. Les multiples formes de violence tels les coups d'État (Mali – Guinée – Burkina Faso), les conflits armés interétatiques (Rwanda-RDC), interreligieux, intercommunautaires, et particulièrement la recrudescence du terrorisme en Afrique résultent de l'agissement de certains chefs d'États vis-à-vis de la société. Aujourd'hui, la menace terroriste recouvre presque toutes les régions africaines et fait échos d'un lourd bilan de morts. La persistance des attaques terroristes sur le continent nourrit de vives inquiétudes et soulève une problématique sur l'efficacité des plans d'action des politiques africaines mis en œuvre pour endiguer cette menace. Vu l'importance de la situation, il convient donc de recourir à la dimension éthique de la responsabilité dans la stratégie politique pour la recherche de la paix, car la force d'un système politique repose sur des valeurs éthiques, en l'occurrence la responsabilité, la sagesse et le dialogue. En examinant les contours du terrorisme, notre contribution est de mettre l'accent sur l'importance de l'éthique dans la gouvernance politique et la nécessité de dialoguer avec les chefs des groupes armés terroristes en vue de rétablir la sécurité et la paix sociale.

Mots clés : Terrorisme, Mort, Politique, Sécurité, Paix sociale.

UNDERSTAND AND DIALOGUE TO DEFEAT TERRORISM IN AFRICA

Abstract

The bad systems of political governance in Africa constitute a serious problem of security and social peace. The multiple forms of violence such as rebellion armed of State (Mali - Guinea - Burkina Faso), interstate (Rwanda-DRC), interreligious, intercommunity armed conflicts and particularly the resurgence of terrorism in Africa result from the actions of certain leaders of States with regard to society. Today, the terrorist threat covers almost all African regions and echoes a heavy death toll. The persistence of terrorist attacks on the continent gives rise to serious concerns and raises questions about the effectiveness of the action plans of African politics implemented to stem this threat. Seen the importance of the situation, it is therefore appropriate to have recourse to the ethical dimension of responsibility in the political strategy for the search for peace, because the strength of a political system is based on ethical values, in this case the responsibility, wisdom and dialogue. By examining the contours of terrorism, our contribution aims to emphasize the importance of ethics in political governance and the need to dialogue with the leaders of armed terrorist groups in order to restore security and social peace.

Keywords: Terrorism, Death, Politics, Security, Social peace.

Introduction

Préoccupé par la menace galopante du terrorisme dans le monde, notamment en Afrique, ces deux dernières décennies, le CPS de l'UA (Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine), en collaboration avec le CS de l'ONU (Conseil de Sécurité des Nations Unies), décide de combattre le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations afin de rétablir l'ordre social, c'est-à-dire assurer la sécurité et préserver la paix sociale continentale et régionale. En effet, le terrorisme est devenu de nos jours un fléau intercontinental. Né dans les débuts en Europe occidentale, suite à la Révolution Française dans les années 1793-1794, le terrorisme comme mouvement révolutionnaire se perpétue aux siècles suivants en Europe de l'Est (l'URSS), puis au Moyen-Orient dans les États arabo-islamiques. Sous une autre forme extrémiste et très violente, ce mouvement transcende aujourd'hui les frontières internationales avec une montée en puissance en Afrique. Ainsi, en déchiffrant le nombre d'attentats terroristes perpétrés dans le monde, ces dernières décennies, on découvre que l'Afrique est l'un des continents les plus touchés à l'heure actuelle par la menace, révèle le Bulletin africain sur le terrorisme (2019, Édition n° 010). Localisé au préalable dans les régions sahéliennes du Maghreb, le phénomène s'est amplifié et touche presque l'ensemble du continent africain à cause de la vulnérabilité politique et de l'impuissance des États africains, fragilisés davantage du jour au lendemain par les coups d'États récurrents en Afrique subsaharienne occidentale. Ayant donc conscience de la capacité des acteurs terroristes à semer la terreur, massacrer et anéantir les vies humaines et biens matériels, les décideurs politiques opposent une contre-attaque, une défense militaire pour assurer la sécurité et pacifier les zones occupées afin que la paix y règne.

Cependant, malgré cette stratégie de lutte à caractère militaire, le phénomène perdure et demeure. Alors, que faire ? Comment redynamiser la stratégie militaire pour la rendre opérante afin de freiner ou vaincre le terrorisme en Afrique, et de parvenir à une paix sociale durable ?

1. Le terrorisme et “notre rapport à la mort”

1.1. Analyse conceptuelle du terrorisme

Il n'existe pas en vérité de définition unique du « terrorisme » qui soit acceptée par tous, en raison de l'évolution constante du concept, selon les cadres contextuels juridiques. Le concept de terrorisme désigne donc un phénomène complexe et uniforme. Comme le montre F. Dubuisson (2017, p. 29),

La question de la définition du terrorisme fait l'objet de débats très anciens, (...). Ces débats dépassent le cadre purement technique, pour présenter également de nombreux aspects politiques et idéologiques. (...) Le terrorisme apparaît comme une

notion en perpétuel débat, cristallisant des désaccords idéologiques qui ont empêché d'aboutir à l'élaboration d'une définition détaillée en droit international.

Toutefois, objectivement, le concept de terrorisme implique la notion de terreur, la violence physique redoutable. Pour comprendre le sens du terrorisme, il faut alors s'interroger au préalable sur la notion de terreur. Que désigne le terme « terreur » ? On entend par terreur une grande peur qu'on fait régner au sein d'une population ou d'une société dans le but de parvenir à une fin. La terreur consiste à troubler la quiétude de l'ensemble de la population, elle permet de déstabiliser l'ordre social et politique. Le mot terreur renvoie, en effet, à la peur extrême caractérisée par une violence, une agressivité implacable et redoutable : la terreur est synonyme de la mort. Par terreur, il faut donc entendre une menace épouvantable, destinée à la mort brutale.

Le terrorisme tire tout son sens du mot terreur. Au départ, le terrorisme est considéré comme un mouvement de guérilla, c'est-à-dire un mouvement de revendication et de résistance face au pouvoir d'État en place, par l'utilisation des moyens d'agressivité. Historiquement, ce mouvement est né suite à la grande Révolution Française entre juin 1793 et juillet 1794. Mais c'est plus tard en 1798 que ce mot fut enregistré pour la première fois dans le supplément du dictionnaire de l'Académie française pour traduire une réalité inédite : l'extrême violence de revendication politique. Ainsi, le terrorisme est désormais qualifié de système ou régime de terreur, car le seul but de ce système n'est rien d'autre que de terroriser les adversaires ou ennemis politiques afin de s'accaparer du pouvoir et régner par la suite. Sous cette acception, D. Connes (2017, p. 2) écrit que :

Le terrorisme est un moyen d'action au service d'une fin qui prétend rendre légitime ce mode d'action. Il s'inscrit classiquement dans le cadre de l'affrontement de deux groupes ou entités disposant de moyens asymétriques. C'est un moyen de répandre la terreur et non une fin en soi ; c'est un équilibre entre violence physique, effroi collectif et responsabilisation des autorités politiques.

Au regard de cet aspect définitionnel, le terrorisme peut être appréhendé comme une stratégie politique de revendication : on parle en ce sens de terrorisme révolutionnaire ou terrorisme d'État. Cette forme de terrorisme restera dominante en Europe jusqu'aux XIXe et XXe siècles avant de prendre une nouvelle tournure. Le mouvement terroriste prend véritablement son essor à partir du XIXe siècle où il se développe avec une nouvelle stratégie de terreur au travers des moyens techniques modernes sophistiqués : c'est l'avènement des attentats avec l'utilisation de la technologie de pointe via des armes modernes, des explosifs de destruction massive. Ainsi apparaissent également les terrorismes narcotrafiquants et cybernétiques. Le terrorisme acquiert dès lors une officialisation et une visibilité en raison de sa puissance de frappe et ses dégâts collatéraux.

Encore, aujourd'hui, on assiste à une montée fulgurante du terrorisme à travers le monde sous de nouvelles formes et manifestations, avec des revendications variées et multiples. Ces revendications sont aussi bien d'ordres

politique, idéologique, économique que religieuse objet d'un extrémisme terroriste violent caractérisé par des attaques et attentats odieux. C'est cette forme de terrorisme sous l'appellation d'EI (État Islamiste) et ses affiliés du groupe AQMI (Al-Qaïda au Maghreb Islamique) qui gouvernent le monde du XXI^e siècle. Le terrorisme de l'extrémisme islamique des Djihadistes-Salafistes est devenu un fléau intercontinental, affectant un bon nombre des continents, en l'occurrence l'Afrique. Le fléau progresse et aujourd'hui une bonne partie de l'Afrique est en proie à l'insécurité terroriste, et les pertes de vies humaines ainsi que les biens matériels par an sont énormes. Perçu dans le passé comme un régime révolutionnaire anti-étatique, le terrorisme extrémiste de l'EI se distingue des autres formes de terrorisme dans le passé, par son mode opératoire prenant pour cible d'attaques des civils ou des populations innocentes. Ce groupe terroriste défie et piétine toute valeur occidentale liée à la modernité, notamment les valeurs démocratiques fondamentales comme les droits de l'homme, précisément le droit à la vie, l'émancipation et les libertés exacerbées. Avec l'organisation terroriste d'EI, disparaît le respect du caractère sacro-saint de la vie. Cette organisation de terreur use de tous les moyens possibles pour atteindre ses objectifs. Agissant comme des criminels sans pitié, elle est capable de faire n'importe quoi qui puisse donner satisfaction à ses revendications. Avec ce groupe, la violence ou la menace de mort est impitoyable, c'est pourquoi on les qualifie de terroristes extrémistes.

En somme, de toutes les acceptions possibles, le terrorisme peut être défini comme un système de terreur fondé sur l'emploi de la violence servant à revendiquer une cause soit politique, idéologique, économique ou religieuse. Le problème, c'est que cette revendication repose sur la terreur, le sang humain des individus majoritairement innocents : c'est un fait pitoyable, inhumain et naturellement condamnable. Pour les acteurs terroristes, c'est une tactique de dissuasion pour intimider dans le but d'obtenir un gain de cause. À leurs yeux, c'est une lutte noble pour les faibles, un moyen efficace pour combattre le mal que fait subir les plus forts aux faibles afin de rétablir la vérité, le droit et la justice divine.

Fort de tous les contours de ce phénomène de mort, c'est-à-dire eu égard à cette menace en permanence où l'homme fait face quotidiennement à la mort, on peut s'interroger s'il est légitime ou humainement raisonnable de se faire justice ou de réclamer son dû au prix du sang humain ? En tant que sujets moraux, dignes de pensée, les acteurs terroristes n'ont-ils pas d'autres choix que la terreur pour régler un contentieux ? Avec cette nouvelle forme de guerre impitoyable, non sélective, comme S. Freud l'a remarqué dans Propos d'actualité sur la guerre et sur la mort, la mort n'est plus nécessairement naturelle, car « désormais il est impossible de nier la mort ; on est obligé d'y croire. Les hommes meurent vraiment, non plus un à un, mais en masse, souvent par dizaines de milliers en un seul jour. Ce n'est plus un hasard » (S. Freud, 2017, p. 73), mais plutôt une volonté des hommes eux-

mêmes, et c'est malheureusement triste. Analysons la fragilité de l'existence humaine et notre rapport à la mort.

1.2. Notre rapport à la mort

Nous empruntons ce titre de S. Freud, que lui-même a formulé en sous-titre, objet d'une section d'analyse dans *Propos d'actualité sur la guerre et sur la mort*. Dans ce livre, S. Freud analyse les conflits armés à partir des événements de la première guerre mondiale dont il est contemporain. Il livre une réflexion sur les désillusions de la guerre qui révèlent la fragilité de la vie et notre rapport à la mort. En effet, l'extrême violence dans nos quotidiens nous rapproche très brutalement et précocement de la mort. Ainsi, s'exclame l'auteur : « Quelle connerie la guerre ! » (S. Freud, 2017, p. 98). L'existence de la violence incessante dans nos quotidiens nous fait penser inévitablement sans cesse à la mort. De même, l'intérêt important que soulève aujourd'hui le terrorisme réclame une réflexion importante sur le sens de la vie et notre rapport à la mort, car vu les manifestations du terrorisme avec la destruction massive des vies humaines innocentes, « l'homme ne peut plus éviter de penser à la mort, car il en a douloureusement pris la mesure à l'occasion des disparitions (...) » (S. Freud, 2017, p. 73).

La mort fait partie intégrante de notre existence. Elle est la réalité contradictoire de la vie. Mort et vie constitue une seule et même unité ontologique de notre existence, d'où on ne peut ignorer ou nier la mort, cette douloureuse réalité de notre existence. S. Freud (2017, p. 71) lui-même en témoigne, il montre que : « la mort est le dénouement nécessaire de la vie, que chacun de nous est redevable d'une mort à la nature et doit se préparer à payer cette dette, en un mot, la mort est naturelle, impossible à nier et inévitable ». À travers cette note, Freud voudrait faire comprendre que la mort est une réalité naturelle et un phénomène biologique qui marque la finitude du vivant. Chaque vivant nécessairement devrait expérimenter cette étape de la vie. La mort est une réalité naturelle ou encore un fait du déterminisme du vivant. Naturellement, tout vivant est destiné à ne plus vivre un jour, donc condamné à la mort. On peut comprendre par-là que pour vivre de nouveau, comme le témoignent les textes bibliques, il faut passer nécessairement par la mort. Cela donne à porter un regard sur la réflexion hégélienne de la Phénoménologie de l'Esprit qui enseigne que le grain de maïs enfoui dans la terre doit d'abord mourir ou pourrir afin de donner une vie, c'est-à-dire germer et donner une nouvelle fleur qui produira d'autres grains en quantité. Cette image que nous empruntons des textes bibliques et de la Phénoménologie de l'Esprit nous permet de montrer au passage la dialectique de la mort et de la vie et de dire pourquoi la vie autant que la mort est consubstantielle à l'existence du vivant. Cela dit, si l'homme a le droit de vivre, alors nécessairement un jour viendra où il va s'éteindre, autrement dit la mort l'emportera un jour, qu'il veuille ou non. En un mot, la mort est le revers de la vie, elle est obligatoire. C'est vraiment triste la mort, mais nul ne peut fuir cette réalité douloureuse.

Cependant, fort de toute cette perception, moralement et religieusement la mort ne devrait pas être un arrachement brutal voulu, délibéré comme un assassinat ou un suicide par qui que ce soit malgré les circonstances ou les raisons qui répondent à sa justification. Il est humainement condamnable de retirer brutalement le souffle de vie à un humain. Ce souffle de vie a été donné par Dieu, notre père créateur, un être débonnaire, de miséricorde et plein d'amour. Quand Dieu créa l'homme à son image, il lui demande de faire sa volonté, uniquement le bien et non le mal. C'est pourquoi, il lui recommande que : « tu ne tueras point » (Cf. Bible, les dix commandements). La négation « ne (...) point » signifie qu'en aucun cas, en dépit des circonstances, tu ne dois ôter la vie à ton semblable. Ce sentiment de haine ne doit jamais t'habiter, car tu es un être de bonté et d'amour. Malheureusement, le constat est triste. Contrairement aux vertus de bonté et d'amour, on découvre que l'homme est devenu un être dangereux, un loup pour son semblable, « un être très passionné, plus cruel et plus méchant que d'autres animaux. Il tue facilement, comme si cela allait de soi » (S. Freud, 2017, p. 74). Alors, pourquoi tant de haine, de méchanceté et de cruauté de l'homme vis-à-vis de son semblable ? L'homme est-il véritablement et naturellement bon, comme l'envisage la réflexion de J.-J. Rousseau ?

Dans le Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes, J.-J. Rousseau récuse les thèses des contractualistes absolutistes, en l'occurrence la thèse hobbesienne selon laquelle « l'homme est un loup pour l'homme », ceci pour exprimer l'idée que par essence l'homme est un être méchant. Contrairement à cette thèse, J.-J. Rousseau démontre que l'homme est naturellement bon. Il est censé faire uniquement le bien, c'est un être aimable et sociable. L'homme n'est pas méchant, mais il est devenu méchant sous l'influence de la méchanceté des hommes dans une société corrompue de malversations. Si l'homme est vraiment cet être débonnaire par nature au cœur assoiffé d'amour comme J.-J. Rousseau le démontre, alors d'où provient cette agressivité ou comment comprendre ce désir de violence qui domine son être à perpétrer des crimes odieux comme le manifestent les acteurs terroristes ? N'est-ce pas en vérité T. Hobbes qui a raison ?

Il semble que les faits d'actes terroristes donnent raison à T. Hobbes. En effet, les divers conflits armés ici et là dans notre quotidien, les menaces de mort et la perte brutale des vies humaines tous les jours montrent manifestement que la nature humaine est caractérisée par l'agressivité. L'homme est vraiment méchant et cruel, il est le plus vorace de tous les carnivores. Il manifeste cette agressivité par un désir de domination et de pouvoir sur les autres. L'acte terroriste montre que rien ne peut arrêter l'homme quand celui-ci est déterminé à satisfaire ses aspirations, même s'il doit échanger sa vie au prix de la mort. C'est cette crainte de la mort violente et redoutable de « tous contre tous » que T. Hobbes a analysé au travers du Léviathan, l'image rhétorique d'un monstre marin pour garantir la sécurité en inspirant la peur à tous ceux qui voudront déstabiliser l'État et semer la

terreur dans la société. Avec T. Hobbes, on découvre vraiment que le terroriste qui agit violemment et méchamment, agit sous la pulsion de mort. Agité par le « ça », l'inconscient, l'homme redescend de son piédestal de raison, de culture, de langage et de dignité et retombe dans le règne animal. Caractérisé ainsi par un manque de discernement, il n'a aucune intuition de sa propre essence, aucune conscience de soi, il perd toute lucidité de son esprit. Il ne donne donc aucun sens à la mort ainsi qu'à la vie, comme nous pouvons le percevoir dans le règne des félins, les animaux féroces où on observe l'agressivité au plus haut degré.

Cette acception que nous déduisons de l'analyse de T. Hobbes nous fait encore évoquer S. Freud lorsqu'il écrit dans *Malaise dans la culture* que l'homme n'est point cet être débonnaire au cœur assoiffé d'amour, dont on dit qu'il se défend lorsqu'on l'attaque mais on contraire un être plein d'agressivité. Autrement dit,

La part de réalité qui se cache derrière tout cela, et qu'on dénie volontiers, est que l'homme n'est pas un être doux, avide d'amour, qui tout au plus serait capable de se défendre s'il est attaqué ; mais que parmi les pulsions qui lui ont été données, il peut compter aussi une bonne part puissante de penchant à l'agression. En conséquence de quoi, le prochain ne représente pas seulement pour lui un auxiliaire ou un objet sexuel, mais aussi une tentation de satisfaire sur lui son agression, (...) de s'emparer de son bien, de l'humilier, de le faire souffrir, de le martyriser, et le tuer. (S. Freud, 2010, p. 132-133).

La violence est consubstantielle à la nature de l'homme. Cette violence est très souvent masquée par un amour hypocrite. En vérité, on découvre à travers le « ça » que l'homme prend plaisir d'humilier son semblable, de le voir souffrir jusqu'à la mort. Les agissements des terroristes montrent que ces acteurs sont animés par de mauvaise foi en se cachant derrière l'inconscient pour commettre des actes meurtriers. « Ce que nous appelons "inconscient", les couches les plus profondes, composées de pulsion de notre psychisme, ne connaît rien de négatif, ignore la négation (...), et pour cette raison, ne connaît pas la mort, à laquelle nous ne pouvons donner un contenu négatif » (S. Freud, 2017, p. 80). Le terroriste est sans pitié, il est animé par un sentiment d'obsession de haine et d'agressivité féroce. Son cri de bravoure répond à l'exclamation « Que le diable l'emporte ! » (S. Freud, 2017, p. 81). Cette exclamation est « dans son inconscient son souhait de mort sérieux et puissant ».

En un mot, le terrorisme est un fléau qui fragilise aujourd'hui le monde. Il constitue une menace potentielle pour l'existence humaine. Voilà pourquoi son existence nous angoisse et fait penser inlassablement à notre vie menacée à la mort. L'Afrique est devenue actuellement le bastion du terrorisme et le cimetière des vies humaines. Au-delà de ses répercussions, il impacte négativement son développement économique et les conditions de vie sociale. Alors, qu'est-ce qui explique la prolifération de ce phénomène en Afrique ?

2. La recrudescence de la menace terroriste en Afrique

2. 1. Identification et analyse des causes

En Afrique, on peut remarquer que la plupart des crises sont d'ordre socio-économique et politique, dues aux mauvaises répartitions des biens sociaux et au manque d'une bonne gestion des ressources économiques. Ces crises ont donc pour « éléments déclenchant toutes les frustrations, déceptions, souffrances qui en découlent » (A. Toumani-Touré, 1997, p.89). C'est l'exemple de la crise survenue au Mali, avec le mouvement de l'AZAWAD. Ce mouvement, au nord du pays, estime être issu d'un milieu défavorable, d'une privation des biens et richesses de la nation au profit d'autres personnes de la même nation. Ceux-ci revendiquent leur droit à la gestion du pouvoir politique et économique et protestent contre l'incapacité des gouvernants et le mauvais système de gouvernance à gérer convenablement les problèmes sociaux régionaux. C'est ce qui explique la rébellion Touareg du mouvement de l'AZAWAD qui a affaibli l'État malien aujourd'hui, fragilisé davantage par la pauvreté, l'instabilité politique et les coups d'États consécutifs et interminables. Ces types de crises sont très souvent un élément déclencheur de l'amplification du terrorisme en Afrique.

Le terrorisme en Afrique dont il est question est principalement l'extrémisme islamique composé d'AQMI, Boko Haram, Al-Shabaab, Janjawids et consorts. Ces organisations terroristes, affiliées à l'EI, se sont d'abord implantées dans le Nord de l'Afrique tel que l'Égypte, l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, la Libye, d'où le Maghreb est considéré comme leur bastion. Ensuite, elles se sont répandues dans les régions subsahariennes de l'Afrique occidentale et centrale comme le Mali, le Tchad, le Niger, le Burkina-Faso, le Soudan, le Cameroun, le Nigéria, la RDC, etc., la corne de l'Afrique (l'Éthiopie, la Somalie), et l'Afrique australe (Mozambique, Zimbabwe). Comme nous l'avons déjà évoqué, cette prolifération des différentes organisations terroristes en Afrique s'explique en partie par la mauvaise gouvernance politique et les retombées négatives qui en résultent tels que les coups d'État. Les facteurs clés de ces crises sont, entre autres : la marginalisation, la corruption, le favoritisme des uns au détriment des autres, l'analphabétisme, l'injustice, le chômage, la pauvreté, la misère, les humiliations. Tous ces éléments cités en pêle-mêle sont des fruits d'un État mal gouverné. En vérité, le premier rôle régalien d'un État souverain, c'est d'assurer le bien-être de la population sans distinction de classe sociale. En conséquence, une population frustrée par l'injustice, le chômage et la pauvreté extrême peut facilement succomber aux promesses terroristes sans évaluer les éventuels risques. On note donc fondamentalement que les systèmes politiques en Afrique sont facteurs de propagation des organisations terroristes. Ces systèmes font du continent africain un « terreau fertile » de la menace terroriste. L. NzeBekale (2016, p. 8) ne dit pas autre chose dans ses analyses lorsqu'il écrit que : « l'installation du terrorisme en Afrique peut être attribuée à la crise de gouvernance qui y fragilise l'institution

étatique. C'est probablement pour cela que le terrorisme a tendance à y demeurer (...) ».

En substance, la dictature, la corruption au sommet de l'État, les inégalités sociales, le détournement des deniers publics favorisent l'insécurité au sein de la société. Autrement dit,

Dans des sociétés africaines marquées par des systèmes démocratiques dont la construction reste déficitaire, une inégale répartition des richesses économiques disponibles, l'existence de bidonvilles géants cimetières vivants de faux espoirs déçus, réceptacles de générations entières frustrées et en mal d'être, en mal de devenir, et enfin de compte creuset idéal pour les recruteurs de l'internationale terroriste, le terrorisme ne peut qu'y faire son lit. (L. NzeBekale, 2016, p. 8).

Quand le pouvoir étatique est affaibli par les protestations et soulèvements du peuple du fait de leur mécontentement vis-à-vis de la gestion des gouvernants, les organisations terroristes profitent de cette faiblesse pour étendre leur règne. En conséquence, le phénomène gagne du terrain et impacte la sécurité sociale. Alors, quel est l'impact du terrorisme sur la sécurité sociale ?

2. 2. Manifestations et conséquences

Notre analyse, ici, répond à l'interrogation suivante : quel est le mode opératoire des organisations terroristes en Afrique et quel est l'incident sur la sécurité des vies humaines, civiles et militaires ? En d'autres termes, comment se manifestent les mouvements terroristes et quel bilan peut-on établir à l'issue de ces manifestations criminelles ? Comme le nom l'indique EI, État Islamique, la plupart de ces différentes organisations terroristes sont issues d'un islamisme radical et violents provenant originellement du Moyen ou Proche-Orient, en l'occurrence de l'Afghanistan, du Pakistan, de l'Irak, de la Syrie, etc. Ces organisations revendiquent de rétablir la justice, le droit, la vérité au travers des valeurs du Djihad et du Salafi au nom d'Allah. Elles protestent en conséquence contre les valeurs morales, religieuses et culturelles de l'occident, et jugent que la civilisation occidentale a corrompu le monde, particulièrement l'Afrique à la dépravation des mœurs, à l'injustice sociale et aux guerres civiles intercommunautaires, etc.

À la base, ces acteurs terroristes sont des arabes et musulmans chiites et sunnites, groupes révolutionnaires ou rebelles professant des discours de démagogies contre les Républiques modernes africaines. Les organisations les plus influentes et meurtrières en Afrique sont AQMI, Boko Haram et Al-Shabbab. Ces trois principaux groupes d'EI ont quasiment en commun un même mode opératoire d'attaque. Ils procèdent par des attentats meurtriers via des embuscades aux explosifs nucléaires, via des exactions de viols, d'enlèvements de jeunes femmes et enfants, etc. Dans le Bulletin africain sur le terrorisme, le rapport du CAERT (Centre Africain d'Études et de Recherche sur le Terrorisme) montre que le terrorisme est une menace qui fait beaucoup de victimes de morts, et de dégâts collatéraux. Il indique qu'au cours de l'année 2019, « le nombre total d'attaques

terroristes et le nombre de morts résultant de ces attaques ont considérablement diminué ». Cependant, « la menace terroriste reste très forte » (Bulletin africain, 2019, p. 2). Effectivement, même si on peut constater que les activités de Boko Haram ont pris un coup d'arrêt dans certaines régions comme le Nord du Nigéria, le Cameroun, le Tchad, et d'autres en raison de la défense opposée par les forces spéciales de l'armée nigériane en collaboration avec les autres forces armées des pays voisins concernés, la menace s'est intensifiée au cours des années 2020-2022, dans les régions du Sahel et du grand Sahara de l'Afrique de l'Ouest, principalement au Mali et Burkina Faso. Par exemple, dans le Nord du Burkina-Faso, des groupes terroristes lancent « une série d'attaques contre les écoles et des lieux de cultes chrétiens. Ces attaques ont entraîné la fermeture d'un certain nombre d'écoles laïques et continue de miner la confiance des communautés locales en la capacité du gouvernement à les protéger » (Bulletin africain, 2019, p. 2).

La menace terroriste a un impact beaucoup négatif sur le plan scolaire, car elle handicape souvent le système éducatif avec la fermeture des écoles dans les zones assiégées. Elle est également facteur de discordes et de conflits intercommunautaires ou interreligieux entre chrétiens et musulmans islamistes radicaux. L'insécurité terroriste entraîne d'importants déplacements des populations autochtones des zones minées vers d'autres horizons pour chercher refuges. Aussi, « cette insécurité persistante et aléatoire impacte négativement sur tous les aspects de la vie ordinaire, forçant les citoyens à rester chez eux et à arrêter leurs activités par crainte de la violence » (Z. Delvin-Foltz, 2010, p. 1). La menace terroriste occasionne l'insécurité alimentaire et la misère de la population qui ne sait que faire pour y vivre. Le comble de ce fléau, c'est que les acteurs terroristes de l'EI n'ont pas de cibles déterminées auxquelles ils s'attaquent. Ils menacent tout le monde, civils comme militaires. Cependant, le Bulletin africain sur le terrorisme révèle que les terroristes islamistes en Afrique tuent beaucoup plus de populations civiles innocentes que de forces militaires. La population civile reste une cible essentielle des attaques terroristes. C'est une stratégie pour dissuader, intimider et rendre faible l'État à céder au chantage. Mouvement protestataire hors la loi, perpétré dans le désordre, le terrorisme islamiste est une potentielle menace de mort à craindre. C'est donc un véritable danger contre lequel il va falloir très vite agir efficacement sur tous les plans pour résoudre le problème. Car, la violence terroriste est un fait quotidien sur le continent africain, lorsqu'on scrute l'ensemble de ses régions.

L'Afrique enregistre un grand nombre d'attentats terroristes et de morts ces dernières années. C'est pourquoi, le secrétaire général de l'ONU, lors d'un sommet (7 oct. 2019) sur la sécurité et la paix dans le monde, a rappelé que : « le terrorisme est une menace croissante pour l'ensemble du continent africain et pour le reste du monde ». Le nombre total de morts orchestrés par les terroristes de 2007 à 2020 à travers le monde est environ 126 740, hormis la prise en compte des années 2021-

2022. L'IMT 2022 (l'Indice Mondiale du Terrorisme), dans sa récente publication du n°37, révèle une baisse du nombre de morts dus au terrorisme pendant l'année 2021-2022 par rapport aux années antérieures. En revanche, la grande région subsaharienne occidentale de l'Afrique présente un lourd bilan de morts, soit 48% du nombre total de décès en 2021-2022. Les statistiques de l'IMT indiquent qu'actuellement l'Afrique reste l'un des continents les plus touchés, après les États du Moyen-Orient, l'Afghanistan et l'Irak qui occupent les deux premières places.

La situation est vraiment délicate, il importe à cet effet d'éveiller les consciences afin d'agir pour freiner ce fléau qui mine notre continent. Comme H. Jonas l'a su bien analyser dans *Le Principe responsabilité*, nul n'a le droit de risquer l'humanité et d'hypothéquer l'avenir des générations futures. C'est pourquoi quand une chose qui a de la valeur est en péril, alors la responsabilité éthique impose *de facto* de prendre la parole et d'agir pour sauver la survie de cette chose, l'humanité. Les discordes et conflits armés se développent partout en Afrique. Qu'on pense par exemple aux conflits inter-étatiques entre le Maroc et l'Algérie, le Rwanda et la RDC, intra-étatique entre l'Éthiopie et l'Érythrée, et intercommunautaires au Soudan, en Libye, au Nigeria, au Libéria, au Burkina Faso, au Mali, etc., on constate que l'Afrique est véritablement confrontée à un problème de sécurité. Très souvent, majoritairement ces conflits se développent et se manifestent sous forme de terrorisme. Un exemple typique est le cas « (...) des attaques et représailles récurrentes entre les communautés Fulani et Dogon au Mali » (Bulletin africain, 2019, p.3).

Les dirigeants politiques régionaux, nationaux et internationaux ne sont pas restés insensibles face à la gravité de la situation. Ils ont consenti des efforts en employant une stratégie militaire de défense et de contre-attaque pour contenir ce fléau. Cependant, malgré tous ces efforts consentis pour combattre le terrorisme sur le continent, la menace persiste et gagne du terrain, en Afrique subsaharienne occidentale, surtout au Burkina-Faso où de façon récurrente les attaques se multiplient et des vies humaines et biens matériels sont quotidiennement en péril. Si seule la stratégie militaire reste impuissante, alors quel autre moyen de lutte peut-on envisager pour freiner la menace terroriste ?

3. Stratégies de lutte contre le terrorisme en Afrique

3. 1. Une politique de responsabilité éthique

Aristote (1990, p. 209), dans *Politique*, conçoit inséparablement la politique de l'éthique. Pour lui, l'éthique est le substrat de la politique. Autrement dit, Aristote juge que pour bien gouverner dans l'intérêt du bien-être de la société, le politique doit s'appuyer sur l'éthique pour éviter d'outrepasser les bornes de la fonction politique. Pour ainsi dire, à entendre Aristote, l'éthique est simultanément le fondement et la complétude de la fonction politique. Les deux sciences sont indissociables même si l'une diffère de l'autre de par la connotation. Les deux visent le même enjeu, celui de faciliter la cohésion sociale et d'assurer la sécurité et

de préserver la paix entre les hommes dans la société. C'est également ce qu'a bien compris J.-J. Rousseau lorsqu'il écrit dans *Émile ou de l'éducation* que : « il faut étudier la société par les hommes, et les hommes par la société : ceux qui voudront traiter séparément la politique de la morale n'entendront jamais rien à aucune des deux » (J.-J. Rousseau, 2009, p. 340). Dans les mêmes sillages qu'Aristote, J.-J. Rousseau réaffirme que le socle de l'exercice politique, c'est l'éthique. En d'autres termes, une politique sans aucun fondement éthique est infirme. C'est pourquoi le dirigeant politique doit s'imprégner des vertus de la sagesse pour ne pas faillir à sa mission.

À partir de la conception de ces deux penseurs, nous comprenons que l'éthique fait partie intégrante de la politique. En conséquence, elle doit jouer un rôle important dans les décisions politiques des gouvernants nationaux et internationaux, car il serait très compliqué de parvenir à une paix sociale sans une action éthique pragmatique. En vérité, vu la recrudescence de la menace terroriste en Afrique, nous constatons que seule la stratégie militaire demeure inefficace dans le combat contre le terrorisme. Malgré, le grand soutien du CPS de l'UA et du CS des Nations-Unies, sur le plan financier et logistique de l'arsenal militaire sophistiqué, apporté aux forces de défense des États concernés pour combattre la menace terroriste, il s'avère que la stratégie militaire reste un échec. Et la menace reste toujours vivante et même s'amplifie au fur et à mesure. Alors, pourquoi ne pas changer de tactique de lutte dans les prochaines décisions politiques ? Certes, la stratégie militaire est nécessaire. Cependant, la force de la raison morale peut être un complément de la force militaire : la responsabilité éthique. Quel est donc l'intérêt de la responsabilité éthique dans les politiques de lutte contre le terrorisme ?

D'abord, on note que le concept de responsabilité éthique vise à joindre l'acte à la parole : c'est la raison éthique. Cette raison éthique est une philosophie pratique du comportement que H. Jonas a élaboré principalement dans *Le Principe responsabilité* en vue de répondre aux défis et enjeux de la civilisation technologique et ses implications écologiques. La responsabilité éthique jonassienne est une épistémologie, une philosophie à la fois politique et morale qui oriente sur la connaissance d'une situation qui découle de l'agir humain, afin de trouver des solutions pour résoudre la situation en question. C'est en ce sens qu'on peut saisir l'énoncé de notre sujet de réflexion : « comprendre et dialoguer pour vaincre le terrorisme en Afrique ». Cela dit, si la menace terroriste est là dans notre environnement, il est à reconnaître qu'elle s'est amplifiée à cause de l'impuissance des gouvernants africains à assurer la sécurité et la paix dans nos nations. Étant donné que la menace est déjà là, il importe aux dirigeants politiques de faire preuve de responsabilité et de sagesse pour résoudre le problème, car nous sommes tous en proie à l'insécurité terroriste. Alors, « la responsabilité nous incombe sans que nous le voulions, en raison de la dimension de la puissance que nous exerçons quotidiennement au service de ce qui est proche, mais que nous laissons

involontairement se répercuter au loin » (H. Jonas, 1990, p. 76). Il convient, à cet effet, d'éveiller et d'éduquer la conscience morale des actions qu'elle produit à partir de la négligence ou par manque d'évaluation de ses éventuelles conséquences à l'avenir. De ce fait, le sujet moral doit comprendre et reconnaître les raisons de la persistance du terrorisme en Afrique. Ayant conscience de ces causes essentielles, la responsabilité éthique incombe dès lors le sujet moral à « agir de façon que les effets de son action ne soient pas destructeurs (...) » (H. Jonas, 1990, p. 40) pour des vies humaines. Ainsi, les gouvernants africains doivent redéfinir leur politique en inscrivant la pauvreté au cœur de leur projet de société. Cela suppose donc de relancer la croissance économique pourvoyeuse d'emplois qui profiterait à l'ensemble des différentes couches sociales.

La responsabilité éthique se veut également comme une exigence, un devoir moral visant à réfléchir sur l'alternance du pouvoir politique dans certains États africains, parce qu'une république dite État souverain qui se veut démocratique doit être ouvert(e) au dialogue et favoriser la participation de tous au jeu politique. Autrement dit, la démocratie est un régime politique d'après lequel la souveraineté doit appartenir à l'ensemble des citoyens, sans exclusion. En ce régime, l'origine du pouvoir se situe dans la volonté collective des citoyens. Ainsi, la démocratie repose fondamentalement sur l'État de droit, de justice, d'équité, surtout le respect de la liberté et de l'égalité des citoyens. La démocratie est donc en réalité censée permettre la participation de tous à la décision et l'accès équitable à tous aux ressources disponibles. Elle se veut comme garant des libertés individuelles et collectives et comme facteur de cohésion sociale, de paix durable, d'économie prospère et d'un environnement viable. En effet, le fait de vouloir s'éterniser ou de s'accrocher au pouvoir à tout prix crée une exclusion sociale et favorise une frustration puis une politique débouchant sur des crises socio-politiques et économiques. En revanche, une politique fondée sur le sens éthique permet de renforcer les liens sociaux, de fortifier le pouvoir d'État et de réduire l'insécurité au sein de la société.

La responsabilité éthique permet, en résumé, de lutter contre l'exclusion sociale et favorise une bonne gouvernance pour un développement économique et social. En conséquence, elle œuvre pour une culture de paix à travers une coexistence pacifique sociale, c'est-à-dire un dialogue inclusif et une communion fraternelle entre les hommes dans la société.

3.2. Un dialogue politique inclusif pour une culture de paix

Une stratégie politique exclusivement militaire demeure insuffisante pour vaincre la menace terroriste en Afrique. Cela dit, « bien que de minutieuses opérations de sécurité de l'État puissent à court terme neutraliser les extrémistes, elles constituent, sur de long terme, une stratégie insuffisante sauf à être associée à une intégration active des modérés dans le processus politique » (Z. Devlin-Foltz,

p. 1). C'est pourquoi nous jugeons nécessaire d'adjoindre à la force militaire, la diplomatie, cette voie royale de la raison conquérante qui œuvre pour la paix.

Dans le préambule de la Constitution de l'UNESCO (16 nov. 1945), il est écrit que : « les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix (...) ». Oui, la recherche de la paix est un processus de dialogue qui émane de la volonté des hommes. Si les hommes veulent vraiment la paix, ils ont les moyens nécessaires pour y parvenir : c'est la raison, la « lumière naturelle », cette faculté essentielle qui permet de saisir ce qui se passe dans leur environnement et de décider ce qu'il y a lieu de faire dans l'intérêt de chacun et de tous. Les mésententes et conflits entre les hommes, en société, finissent toujours par un règlement pacifique à travers des dialogues pour restituer la paix. Autrement dit,

si les guerres et les conflits ne sont pas une fatalité, une prédestination à laquelle l'homme ne peut se soustraire, alors la recherche des moyens de résolution prend tout son sens. (...) même les conflits les plus meurtriers et les plus longs finissent par la réunion d'adversaires acharnés autour d'une table de négociateur. (T. Ngakoutou, 1997, p. 84-85).

Le terme de négociation renvoie à celui du dialogue et vise la paix et la sécurité sociales. Alors, comment parvenir à cette paix sociale durable ? Cela passe décidément par le dialogue.

Dialoguer, c'est converser, discuter, communiquer, communier ou encore penser à deux ou plusieurs personnes d'une manière raisonnable et sage sur un sujet déterminant d'intérêt commun. Le dialogue entendu comme un exercice de raison et de sagesse est facteur de coexistence pacifique et de cohésion sociale. Par ailleurs, le dialogue peut être considéré au sens kantien comme un impératif catégorique, un devoir moral inconditionnel qui émane de notre raison. Mais, ici, dans ce cadre, la recherche de la paix est un impératif moral conditionné : c'est une nécessité qui fait cas d'une urgence. Que désigne donc le concept « paix » ? Quel est véritablement l'intérêt à le chercher inlassablement dans nos sociétés ? Du point de vue philosophique, la paix est un concept rempli de signification et vise un comportement responsable et sage. On peut comprendre la paix comme un état de non trouble, une absence de conflits armés. On parle alors d'un état de calme, de tranquillité, de stabilité politique et de quiétude sociale. Ainsi, au plan social et politique, la paix est perçue comme un idéal à cultiver dans les esprits des hommes et dans les relations intersubjectives en vue de renforcer les liens sociaux. C'est ce qu'a proposé E. Kant dans son projet philosophique, Vers la paix perpétuelle. La paix, dit E. Kant, est le fruit de la volonté des hommes. Elle est une nécessité éthique et une vertu de la bonne gouvernance, car elle favorise une vie harmonieuse dans une société stable. Pour lui, la paix est une exigence de la raison. Il définit la paix comme un idéal rationnel qui consiste en « l'union réalisée de la liberté et de la nature, et cette union demeure une tâche indéfinie et très importantes pour les hommes » (E. Kant, 2013, p. 102).

Aussi, on entend par paix, le « vivre-ensemble », une entente parfaite et amicale dans une relation d'intersubjectivité. Cependant, l'homme étant par nature caractérisée par l'agressivité, la société n'est toujours pas exempte de conflits, d'où la paix n'est pas aussi une absence de conflits. Elle n'est pas une donnée stable, mais une conquête perpétuelle, c'est pourquoi sa recherche passe par une résolution systématique des différends qui opposent les hommes en société. Ce processus de recherche de paix doit se faire autour d'une table ronde de discussion, d'écoute, de compréhension, d'échange et de négociation : telles sont, entre autres, des conditions essentielles pour régler un conflit afin de parvenir à une atmosphère de paix. Alors, pour combattre la menace terroriste en Afrique, cela nécessite au préalable une coordination et une collaboration entre les États africains et les partenaires internationaux. Ensuite, il faut élargir la collaboration, c'est-à-dire le dialogue aux chefs de file des différentes organisations terroristes. « Instruire les problèmes, écouter patiemment, rapprocher les parties, faciliter les contacts, les maintenir, surtout éviter de juger » (A. Toumani Touré, 1997, p. 79), tel pourrait être la voie royale du processus de paix. Certes, l'approche diplomatique sera un exercice complexe à réaliser, si on tient compte de la nature extrémiste de ces organisations et les préalables que certains chefs d'entre-elles posent, mais rien n'est impossible à la force de la raison éthique. En effet, l'approche diplomatique peut freiner la menace terroriste en Afrique, car la plupart des régions concernées par ce fléau sont des régions caractérisées par les mauvaises gouvernances. En intégrant désormais les chefs d'organisations terroristes dans le processus de recherche de la paix, on pourrait réussir à changer la donne vers un pas positif. Il faut reconnaître que, si la menace prospère, c'est parce qu'au sein de certains États africains résident des espions, un réseau d'organisation terroriste qui interagit avec les chefs terroristes. Par ailleurs, dans cette lutte il est nécessaire d'impliquer la participation du grand public, la société civile. Une bonne coordination entre la société et le gouvernement est aussi importante, ainsi que l'apport des médias par sensibilisation et éducation sur les valeurs morales et les droits de l'homme.

Conclusion

Le terrorisme est un mouvement de terreur, de déstabilisation politique et de l'ordre social. Né en Europe et au Moyen-Orient, ce mouvement de guérilla s'est implanté au fil des années en Afrique. Il ressort de l'analyse des contours du terrorisme que ce mouvement constitue une insécurité sociale, une potentielle menace de mort à prendre au sérieux. La menace terroriste en Afrique est véritablement un phénomène manifeste et inquiétant qui suscite raisonnablement réflexions et stratégies de lutte pour la sécurité et la paix. L'examen de la préoccupation montre que le continent africain est devenu un terrain favorable à l'expansion du terrorisme en raison de la vulnérabilité économique et la fragilité politique des États dits souverains. C'est, entre autres, ces raisons fondamentales qui expliquent en partie la délocalisation géographique du terrorisme extrémiste

Salafiste-Djihadiste de l'Afrique sahélienne du Maghreb et son amplification dans le reste des régions africaines. Le bilan en pertes de vies humaines sur ce continent est lourd et continue de s'alourdir, malgré les efforts et dispositifs militaires mis en place pour contrer l'ennemi et vaincre la menace. C'est pourquoi, nous jugeons important de procéder autrement par le dialogue. Fondé sur la force de la raison, le dialogue politique inclusif entre les protagonistes peut renforcer la confiance de part et d'autre, permettre une bonne communication et une discussion sage autour du sujet en question en vue d'un intérêt commun. Ainsi, il peut favoriser une coexistence pacifique et garantir une atmosphère de paix. Notre contribution a donc été de proposer cette stratégie de lutte pour renforcer la stratégie militaire : peut-être en essayant cette stratégie du dialogue, en plus de la force militaire, on réussira le combat pour la quête de la paix.

Références bibliographiques

- ARISTOTE, 1990, *Politique*, trad. Pierre Pellegrin, Paris, Flammarion.
- CONNES Delphine, 2017, *Culture générale*, Leçon 9 : « Le terrorisme mondial », UNJF.
- DEVLIN-FOLTZ Zachary, 2010, *Les États fragiles de l'Afrique : vecteurs de l'extrémisme, exportateurs du terrorisme*, Bulletin de la sécurité africaine.
- DUBUISSON François, 2017, « La définition du « terrorisme » : débats, enjeux et fonctions dans le discours juridique », *Confluences Méditerranée*, vol. 102, n° 3, p. 29-45.
- FREUD Sigmund, 2010, *Le Malaise dans la culture*, trad. Dorian Astor, Paris, GF Flammarion.
- FREUD Sigmund, 2017, *Propos d'actualité sur la guerre et sur la mort*, trad. Eric Blondel, Ole Hansen-Love, Paris, Flammarion.
- HEGEL Georg Wilhelm Friedrich, 1993, *Phénoménologie de l'Esprit*, trad. Gwendoline Jarczyk & Pierre-Jean Labrière, Paris, Gallimard.
- HOBBS Thomas, 1999, *Léviathan*, trad. François Tricaud, Paris, Dalloz.
- JONAS Hans, 1990, *Le principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, trad. Jean Greisch, Paris, Cerf.
- KANT Emmanuel, 2013, *Vers la paix perpétuelle*, trad. Eric Blondel, Jean Greish, Ole Hansen-Løve, Paris, Hatier.
- NGAKOUTOU Timothée, 1997, « Gestion des conflits : La résolution des conflits », In, *Conflits actuels et culture de la paix*, Actes du colloque d'Abidjan, Presse universitaire de Côte d'Ivoire.
- NZE BEKALE Ladislav, 2016, « L'union africaine et la problématique du terrorisme. Aspects d'une politique publique continentale », In, *ThinkingAfrica, Institut de Recherche et d'Enseignement sur la Paix*, Abidjan, NAP, n°47.
- ROUSSEAU Jean-Jacques, 2009, *Émile ou de l'éducation*, Paris, Flammarion.
- ROUSSEAU Jean-Jacques, 2008, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, Paris, GF-Flammarion.

Koffi Ulrich DIBI, Comprendre et dialoguer pour vaincre le terrorisme en Afrique, revue Échanges, n° 020, juin 2023

TOUMANI A. Touré, 1997, « Gestion des conflits : comment gérer les conflits ? », In, *Conflits actuels et culture de la paix*, Actes du colloque d'Abidjan, Presse universitaire de Côte d'Ivoire.

UA, 2019, *Bulletin africain sur le terrorisme*, ACSRT/CAERT, Édition n° 010.